

LA DÉFENSE NATIONALE

LES SÉANCES D'INFORMATION POUR LES MINISTRES—RECOURS
À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) a indiqué hier, en réponse à des questions, qu'il n'était pas certain si le Canada faisait partie de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie, et il semblait croire en outre que l'Acte final de Helsinki était une sorte de spectacle en tournée dans les bases canadiennes d'Europe. J'invoque donc l'article 43 du Règlement pour proposer, avec l'appui du député de Halton (M. Jelinek):

Que la Chambre enjoigne au premier ministre de tenir des séances d'information au niveau primaire, afin de permettre à ses ministres de faire la distinction entre les bonnets blancs et les bonnets noirs dans les affaires internationales.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SITUATION DE LA FEMME

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE SUR LES
ACTIVITÉS DU CONSEIL CONSULTATIF—RECOURS À L'ARTICLE
43 DU RÈGLEMENT

M. Walter McLean (Waterloo): Madame le Président, la crédibilité du Conseil consultatif de la situation de la femme a de nouveau été mise en question lorsque la responsabilité de la Conférence atlantique sur les femmes et le vieillissement, qui se tiendra cette fin de semaine, a été confiée à la section du Nouveau-Brunswick de l'Association des femmes pour l'action politique. Le Conseil consultatif s'est vu retirer la responsabilité de cette importante conférence à la suite de nombreuses plaintes et de menaces de boycottage de la conférence de la part de groupes féminins qui ne croient pas que le Conseil consultatif soit capable d'agir de façon indépendante et impartiale. Je propose donc, avec l'appui du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald):

Que la Chambre ordonne la tenue d'une enquête publique, externe et indépendante sur les activités du Conseil consultatif.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'UTILISATION DE CHARBON À BASSE TENEUR DE SULFURE—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet

Questions orales

d'une affaire urgente. Étant donné que les Canadiens s'inquiètent de la pollution causée par les pluies acides, phénomène dû à la haute teneur en sulfure des charbons américains, je propose, appuyé par le député de Simcoe-Sud (M. Stewart):

Que la Chambre prie le gouvernement du Canada de promouvoir l'utilisation, en Ontario, des charbons canadiens à faible teneur en sulfure afin d'atténuer le problème des pluies acides et de fournir du travail aux Canadiens.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES SOINS DE SANTÉ

LA PÉNURIE DE MÉDECINS DANS LES RÉGIONS RURALES—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Arnold Malone (Crowfoot): Madame le Président, parce que les petites bourgades et villes du Canada ont de plus en plus de mal à obtenir des médecins en nombre suffisant et parce que notre politique d'immigration limite l'entrée de nouveaux médecins sous prétexte que le Canada dispose déjà d'un nombre de praticiens suffisant, ce qui ne tient pas compte du fait qu'il existe un excédent de médecins dans les régions urbaines et une pénurie critique dans les districts ruraux, je propose, appuyé par le député de Portage-Marquette (M. Mayer):

Que la Chambre incite le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social à entamer des pourparlers interministériels ainsi qu'à consulter les gouvernements provinciaux afin de mettre fin à la pénurie de médecins dans les régions rurales.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Mme le Président: Questions orales.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

L'ALLUSION À SIR ROGER HOLLIS DANS LE TÉMOIGNAGE DE M.
GOUZENKO

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, je prie la Chambre de m'excuser pour ma voix cet après-midi. Je voudrais poser une question au premier ministre. Quand M. Gouzenko a témoigné devant la Commission Taschereau siégeant à huis clos, est-ce qu'il a été question de sir Roger Hollis, qui était alors à la tête des services secrets britanniques MI5; a-t-il été nommé ou a-t-on fait allusion à lui sous un nom de code?